

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES  
COLLECTIVITES LOCALES ET  
DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE MODIFICATIF  
portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE  
N°IC 2004/2977  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2009, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 février 2002, modifié le 5 février 2009, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. ROSALIE », l'autorisant à exploiter en LANDEHEN (Section ZB n° 52-53-91 et ZM n° 11-12) au lieu-dit « Hôtel d'en Haut » un élevage avicole de 120000 animaux-équivalents (*poulettes démarrées*) ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 24 juin 2009, relatif à l'installation classée « **E.A.R.L. ROSALIE (Viviane)** », sise « 8 rue de la Ville Commault » en LANDEHEN, en vue de la mise à jour de la situation de l'élevage avicole autorisé en LANDEHEN au lieu-dit « Hôtel d'en Haut » (*120000 animaux-équivalents*) et de la gestion des déjections produites, en liaison avec l'unité de fabrique d'engrais et supports de cultures (rubr. 2170) située « Ville Commault » en LANDEHEN ;

VU les plans et documents annexés et les avis recueillis lors de l’instruction du dossier ;  
VU l’avis émis par le Conseil départemental de l’Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 10 juillet 2009 ;

CONSIDERANT qu’aux termes des dispositions du Code de l’environnement, notamment l’article L.512-2, l’autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l’installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l’arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l’élevage ne paraît pas susceptible d’avoir un impact négatif sur l’environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d’aménagement et d’exploitation, telles qu’elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l’installation pour les intérêts mentionnés à l’article L.511-1 et suivants du Code de l’environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l’exploitation se situe dans le bassin versant du GOUessant (*partie hors contentieux*) ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de LAMBALLE, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 36454 UN, transférées ;

CONSIDERANT que « E.A.R.L. ROSALIE » exploite également en LANDEHEN sur le site de « Ville Commault », un élevage avicole de 58000 poulettes démarrées et une fabrique d'engrais et de support de culture de 525 m² ;

CONSIDERANT que l’ensemble des fumiers après transfert vers l’unité (rubr. 2170) sont compostés et transférés par la suite dans des cantons dont la charge azotée est inférieure à 140 UN/Ha conformément à la réglementation. Pour ce faire, le pétitionnaire dispose de contrats de reprise avec la société « AGRONOR » ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 26 juin 2007 avec « AGRONOR » - effectif concerné : 120000 pl. poulettes démarrées - tonnage concerné : 750 T d’engrais ou amendements organiques ;

CONSIDERANT le contrat de reprise de déjections produites par l’élevage, signé le 2 juillet 2009 avec la société « LE MEE S.A.R.L. » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 20 février 2002, modifié, sont modifiées comme suit :

« Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l’installation classée « E.A.R.L. ROSALIE (Viviane) », à installer et exploiter au lieu-dit « Hôtel d'en Haut » (section ZB n° 52-53-91 et ZM n° 11-12) en LANDEHEN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 120000 animaux équivalents en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 24 900 unités par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

## ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 20 février 2002, modifié, sont modifiées comme suit :

« L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ;

### 2.1. - Aménagement des bâtiments:

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 6570 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

### 2.2. - SECURITE :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type C.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3. - *TRANSFERT DES EFFLUENTS BRUTS* :

2.3.1. Destinations des produits :

Les fumiers non épandus conformément au plan de gestion des déjections proposé devront être compostés et normalisés dans l'unité de fabrication d'engrais régulièrement déclarée que le pétitionnaire exploite à LANDEHEN au lieu-dit "Hôtel d'en Haut"

Ces produits obtenus répondront à la norme NFU 42 001 et ne pourront en aucun cas être utilisés dans des cantons où la charge moyenne en azote organique à l'hectare est supérieure à 140 kg d'azote.

2.3.2. Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site
- b) Nom, adresse et coordonnées du repreneur et/ou destinataire final.
- c) Le type de produit (*fientes, fumier, compost...*)
- d) Le nom du transporteur
- e) Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m3

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- a) La date de départ
- b) Le type de produit
- c) Les quantités enlevées en tonnes et en m3
- d) La désignation du transporteur
- e) La dénomination de l'exploitant, son adresse
- f) Les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage. »

ARTICLE 3 - M.T.D.

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 20 février 2002, modifié, sont modifiées comme suit :



« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

#### ARTICLE 4 - RESORPTION

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 20 février 2002, modifié, sont modifiées comme suit :

« - 24900 unités d'azote. »

#### ARTICLE 5 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 février 2002 restent inchangées. *Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 5 février 2009.*

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de LANDEHEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LANDEHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

#### ARTICLE 7 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de LANDEHEN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le - 7 OCT. 2009

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérour